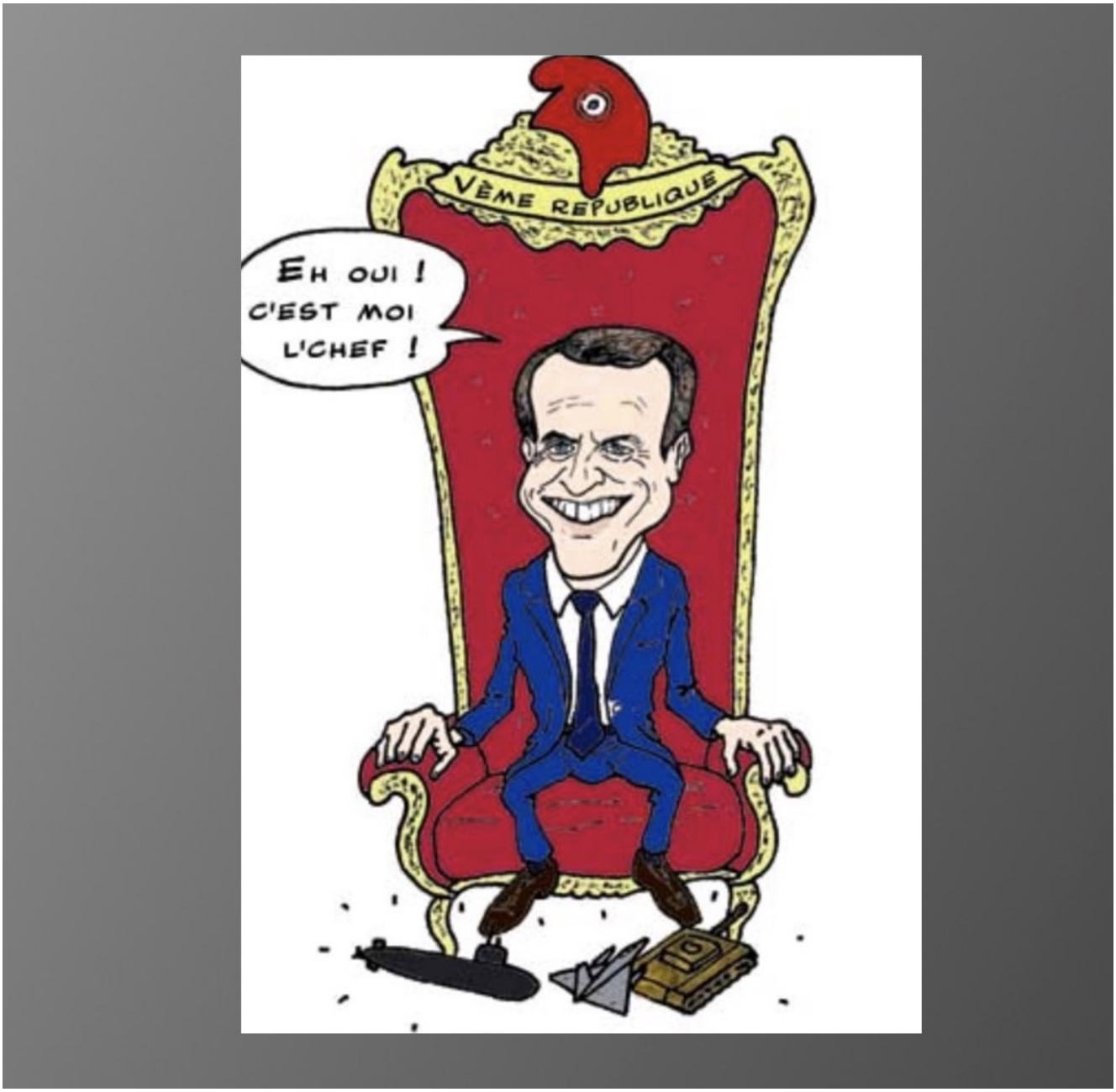
Rencontre secrète entre Macron et les journaleux afin de leur communiquer les « éléments de langage » autorisés

écrit par Daniel Faguet | 17 septembre 2022

VÈME REPUBLIQUE
EH OUI ! C'EST MOI L'CHEF !



Conseil national de la refondation de l’information : Macron rédacteur en chef

Le chef de guerre a convoqué ses larbins, euh excusez-moi, je voulais dire les journalistes qui devront propager sa pensée de grand visionnaire et valoriser sa Majesté dans l’exercice salvateur de faire passer les Français de l’abondance à l’indigence.

Macron a rencontré à huis clos la crème des journalistes pour leur »intimer » comment ils devront écrire leurs articles ou transmettre les éléments de langage propres à sublimer son action remarquablement courageuse dans la guerre qui nous est faite sur tous les fronts. Il leur a dit : *je ne reculerai devant aucun sacrifice demandés aux Français, j'attends de vous que vous ne leur disiez pas la vérité mais comment ils vont devoir se serrer la ceinture.*

Ce conseil de guerre de l'information avec les journalistes s'est tenu à huis clos. À la presse subventionnée il a demandé la totale soumission, dans l'intérêt de la patrie en danger. Il a prévenu, ceux qui désobéiront ou ne transmettront pas l'exacte information concoctée au Palais Élyséen seront relégués dans un Goulagournal de province, de préférence pour écrire la rubrique des chiens écrasés.

On sait déjà que les vedettes du paf journalistique de la boîte à mensonge, en bons petits soldats, ils sont au garde à vous, prêts à devancer les ordres du Généralissime pour servir la soupe de désinformation.

Ne soyez pas médisants, ce n'est pas leurs salaires mirobolants qui les anime, mais l'intérêt supérieur de la France. Chez les transmetteurs de l'info fabriquée il n'y a pas que des gros salaires , il y a aussi des gagne-petit à 15 000 euros mensuels tout autant dévoués à sa Majesté.

Moi aussi je vais vous informer, mais je n'ai pas été convié au conseil de guerre de l'information

PPDA gagne 71500 euros de salaire mensuel, Nikos Aliagas entre 8000 et 15 000 euros pour une émission quotidienne, Cyril Hanouna 40 000 euros mensuels, Michel Cymes touchait près de 280 000 euros par an pour présenter *Le journal de la santé* où il vous sommait de vous empoisonner au Pfizer.

Combien gagne un journaliste et Présentateurs stars des journaux télévisés en 2022 ? 15 000€ à 45 000€ net mensuel. https://www.reconversionprofessionnelle.org/salaire-journaliste/

Pour vous informer, les aides a la presse vont juste contribuer à la survie d'un système sclérosé qui a perdu peu à peu la confiance de la population https://www.contrepoints.org/2020/10/03/381376-aides-a-la-presse-483-millions-pour-un-systeme-sclerose

Attention, Macron voudrait « réguler » les médias et l'information ! https://www.contrepoints.org/2019/04/17/341835-attention-macron-voudrait-reguler-les-medias-et-linformation

Pour savoir comment vous êtes informé, voici l'article Le Courrier des Stratèges ,

Le cartel de la presse subventionnée renforce sa soumission à Macron

https://lecourrierdesstrateges.fr/2022/09/14/le-cartel-de-la-presse-subventionnee-renforce-sa-soumission-a-macron/

Bien évidemment, tout le monde a entendu parler de la manière dont BFM TV a interrompu sa collaboration lucrative avec Ségolène Royal, sur laquelle nous reviendrons. Mais peu de Français ont entendu parler de la rencontre à huis clos du Président de la République avec l'association de la presse présidentielle, sur laquelle le Président a demandé un embargo… Dans cet exercice, il s'agissait simplement de donner aux journalistes les « éléments de langage » dont ils ont besoin pour écrire les articles qui conviennent au pouvoir. Jamais la soumission de la presse dans la fabrique du consentement n'a atteint une telle proportion.

Donc, lundi après-midi, le Président de la République était reçu à huis clos par l'association de la presse présidentielle. Pendant deux heures, il a distillé ses éléments de langage à des journalistes sommés de n'en citer aucun entre guillemets…

Ceux-ci ont globalement joué le jeu, en s'interdisant de décrire exactement les conditions de cette bizarre conférence de presse.

Le summum de la connivence politique

Dans quelle démocratie imagine-t-on des journalistes rencontrer le chef de l'État ou du gouvernement pendant deux heures, dans un cadre professionnel, et jurer ne pas répéter ce qu'ils ont entendu ? On retrouve ici la fabrique du consentement très bien décrite par Noam Chomsky en son temps : si le journaliste veut des informations, il doit se montrer docile et complaisant vis-à-vis du pouvoir.

Ceux qui désobéissent perdent leur accréditation et n'ont plus accès à l'information. Ils sont obligés d'entrer en dissidence.

C'est ainsi que Macron tient la presse : par la menace de les bannir loin du Palais s'ils ne se transforment pas en petits propagandistes. Et comme nos journalistes sont tous des salariés stipendiés par les grands capitalistes dont la fortune dépend du bon vouloir de Macron (les Drahi, Dassault, Arnault, Niel et consorts), ils adorent pisser une copie complaisante et rentrer le soir dire à bobonne : "*J'ai rencontré le Président aujourd'hui*".

Telle est la loi du salariat : elle transforme le journaliste, qui s'imagine être un intellectuel libre, en domestique chargé de propager la parole officielle. Servir la soupe qu'on attend de lui est bon pour ses maîtres et bon pour sa carrière.

Que la liberté de la presse soit, dans cette affaire, passée à

la trappe, ne fait qu'ajouter aux gloussements de plaisir que la caste pousse en parcourant des journaux devenus vides de toute information crédible.

Une technique de mésinformation bien connue

S'appuyer sur des "journalistes de confiance" pour diffuser la bonne parole est le B.A.-BA du consentement journalistique et de la mésinformation dont le pouvoir en place a besoin pour conserver son hégémonie culturelle. Le pouvoir dans une démocratie illibérale ne s'exerce pas par la terreur, mais par la "preuve sociale" : des journalistes qui cachent leur subordination disent du bien de vous pour donner aux lecteurs l'envie d'en penser autant.

C'est d'ailleurs la technique principale recommandée par tous les services secrets chargés des opérations de contre-influence. On se souvient que j'en ai publié le manuel de référence, rédigé par les services britanniques.

Dans ce manuel, je lis par exemple ce tableau instructif (page 49) :

	Description	Channels	Proactive	Reactive
Short-term Responses	The disinformation requires an immediate response. Use rapid communications to rebut, correct or counter disinformation in accordance with the established facts.	Prioritise media relations and face-to-face contact with trusted allies, journalists and researchers	Use a counter-brand approach to push back on adversary. Use official statements to release intelligence assessments and public health information. Pre-bunk emerging risks by exposing adversary strategy. Activate network and friendly stakeholders.	Weigh up resources and immediate threats to determine balance between counter-message, counter-narrative and crisis handling. Focus reactive efforts on on public safety and assurance

Case Study 2: Counter-Daesh Global Coalition communications

Il s'agit d'un exemple de plan de campagne pour lutter contre la propagande de DAESH. Comme on le voit, les "channels", les canaux à utiliser pour répondre aux attaques de DAESH supposent de "prioritise media relations and face-to-face contact with trusted allies, journalists and researchers".

Face à une rentrée difficile, Macron a pratiqué, avec l'association de la presse présidentielle, un exercice de "face-à-face avec des journalistes de confiance", des "trusted journalists". L'objectif est de diffuser sa manière de voir dans les medias qu'il subventionne et qui adorent ça…

Il n'y a pas de méthode plus ancienne ni plus efficace pour s'adresser aux spectateurs des medias mainstream : créer une intimité avec les journalistes pour qu'ils endossent ce que vous leur dites. En interdisant aux journalistes de citer les propos qu'il a tenus lors de cette rencontre, Macron n'a pas fait autre chose que d'ordonner aux journalistes de devenir ses propagandistes : si le journaliste veut citer l'information qu'il a obtenue, il est obligé de la propager sous son nom, puisqu'il n'a pas le droit de citer le Président.

Redoutable asservissement…

Acheter les commentaires qui vont bien

L'affaire Ségolène Royal virée malproprement de BFM TV vient de donner une autre illustration de la connivence coupable entre les influenceurs et les medias. Elle montre comment des politiques (ou des intellectuels, ou des commentateurs) sont payés pour commenter l'actualité à la télévision. Et elle montre, pour ceux qui avaient encore un doute, la contrepartie idéologique que le commentateur doit apporter en échange de la somme d'argent qu'il perçoit.

Pour ceux qui auraient oublié les faits, je remets ici une vidéo qui montre comment Ségolène Royal a été lynchée par BFM TV après qu'il y a parlé de "propagande de guerre ukrainienne"

Scandale : Ségolène Royal était-elle payée pour intervenir sur BFM TV ?

https://lecourrierdesstrateges.fr/2022/09/14/scandale-segolene-royal-etait-elle-payee-pour-intervenir-sur-bfm-tv/

Reste une question pendante, sur laquelle il serait bon que Ségolène Royal s'exprimât : était-elle oui ou non payée par BFM pour analyser la situation ukrainienne ? On peut en effet convenir entre nous du fait que parler librement d'Ukraine n'est pas exactement la même chose que d'évoquer le sujet dans le cadre d'un contrat de prestation où la parole est achetée…

Et, sur le fond, qu'un politique parle d'un sujet en échange d'une somme d'argent, comme certains médecins ont pu le faire à propos des vaccins, change un tout petit peu la donne.

Ne faudrait-il pas que les chroniqueurs rémunérés soient soumis à l'obligation de transparence sur les conditions de leur rémunération ?